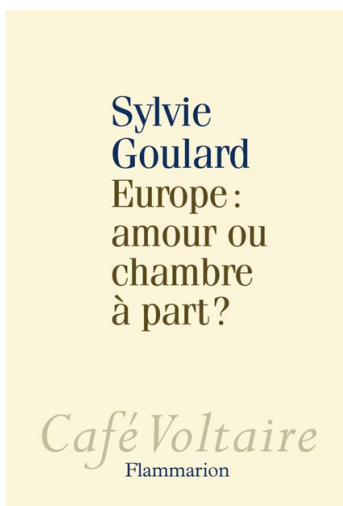


L'eurodéputée Sylvie Goulard: «A quoi bon aller siéger encore?»

PAR LUDOVIC LAMANT
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 8 OCTOBRE 2013

Elle ne veut plus être « complice » de l'« entreprise de démolition de l'Europe » en cours. Ce serait même devenu, au fil des années de crise de son mandat d'eurodéputée, une affaire de « conscience ». Plus question de continuer à « cautionner l'Europe telle qu'elle se fait ou plutôt telle qu'elle se défait », écrit Sylvie Goulard dans un bref essai qu'elle vient de publier, pour appeler au « sursaut » à l'approche du scrutin européen de mai 2014 (*Europe : amour ou chambre à part*, Flammarion, 2013).

Cette fédéraliste convaincue, élue sur les listes centristes du Modem en 2009, se décrit comme le « fantassin » d'une armée en déroute. Découragée par des chefs d'État pris dans des calculs de courte vue qui ne seraient que des « naufrageurs » du projet européen, abattue par les élites françaises trop « provinciales » à son goût, stupéfaite devant la pauvreté de l'imaginaire européen aujourd'hui : « Où est le souffle, où est l'élan ? » finit-elle par s'interroger.



Le ton mordant de l'entreprise peut surprendre, de la part d'une élue particulièrement respectée au cœur de la « bulle bruxelloise », et qui y a effectué une bonne partie de sa carrière. Car Sylvie Goulard, peu

connue du grand public en France, n'est pas n'importe qui à Bruxelles. Proche de l'ex-chef du gouvernement italien Mario Monti (avec qui elle a co-écrit l'an dernier un livre au titre tocquevillien et ronflant, *De la démocratie en Europe*), et de l'ex-premier ministre belge Guy Verhofstadt (l'actuel patron du groupe des libéraux au parlement européen), elle a travaillé, de 2001 à 2004, au sein de la commission, comme conseillère du président d'alors, Romano Prodi. Elle fait aujourd'hui partie de la poignée d'élus français à Strasbourg dont l'avis compte, entre les murs de l'institution comme dans les médias – internationaux compris.

Son livre décrit la trajectoire d'une Europe qui irait, lentement mais sûrement, dans le mur. Pas d'implosion, du jour au lendemain, de la zone euro, mais un délitement, patient, de l'UE. S'il fallait désigner des responsables, ils seraient à chercher, à coup sûr, du côté des capitales, piégées par leurs ornières nationales, plutôt que du côté de Bruxelles et de sa technocratie trop souvent vilipendée (celle là-même qu'avait épinglée l'Allemand Hans Magnus Enzensberger dans son inégal *Le Doux Monstre de Bruxelles*).

Depuis la commission des affaires économiques du parlement, dont elle est membre, Sylvie Goulard a vu défiler la plupart des textes – semestre européen, « 6-pack » et autre TSCG – qui renforcent les pouvoirs de Bruxelles pour coordonner la politique économique des membres de la zone euro, et intensifient les mesures d'austérité sur le continent. L'élue est loin d'être une adversaire, bien au contraire, de ce « sérieux budgétaire » désormais consacré dans les traités et règlements officiels. Que les choses soient claires : si l'Europe meurt à petit feu, à ses yeux, cela n'a rien à voir avec les dégâts de l'ordo-libéralisme allemand prôné à Bruxelles.

Le fond du problème tiendrait davantage à la gestion autoritaire de la crise, confisquée par une poignée de chefs d'État et de gouvernement qui auraient transformé l'Europe en une somme de « tribus rivales ». Au fil de son mandat, Sylvie Goulard a eu tout loisir de constater l'impuissance du parlement sur les dossiers économiques, écrasé, pour le dire vite, par

l'axe Berlin (Angela Merkel)-Francfort (Jean-Claude Trichet puis Mario Draghi, à la tête de la BCE) : elle et ses collègues ont été « réduits à suivre les sommets de loin, comme les vaches regardent passer les trains ».

[[lire_aussi]]

L'eurodéputée, qui a pris ses distances avec le Modem, s'en prend à l'« opacité » de l'Eurogroupe, ces réunions de ministres de finances de la zone euro, qui se considèrent « collectivement irresponsables », et regrette une commission européenne devenue pléthorique, jusqu'à l'absurde, afin de contenter la règle officieuse d'un commissaire par État membre (« 22 commissaires sur 28 viennent de pays représentant moins d'un tiers de la population de l'UE. Est-ce raisonnable ? »).

Elle dénonce aussi la règle de l'unanimité entre les 28 États membres, qui aboutit le plus souvent à de tièdes compromis, et généralise les chantages incessants entre chefs d'État (voir l'épisode « pathétique » du budget de l'UE, **négocié en début d'année**). En résumé : « Dans l'ombre propice aux lobbies, quelques roitelets se voient reconnaître le droit de bloquer ce qui serait dans l'intérêt de la multitude. »

De manière plus étonnante pour cette élue libérale, elle remet en cause les manières de procéder de la « Troïka » : « On cherche en vain, dans les traités européens, ce qui permet de donner tant de pouvoirs, en dehors de tout contrôle, à cet improbable trio composé du FMI, de la BCE et de la commission européenne. C'est une créature politique non identifiée, pour ne pas dire un monstre. ». Elle préférerait une commission aux avant-postes, responsable devant les eurodéputés – ce qui aurait permis, veut-elle croire, d'« adoucir », à la marge, les politiques de rigueur.

Les « bas instincts germanophobes »

Sauf que le parlement, Sylvie Goulard le reconnaît, ne se montre pas, loin de là, à la hauteur de la situation. Privé de tout droit d'initiative législative dans les traités, dépourvu d'un véritable pouvoir budgétaire (à commencer par lever l'impôt), et incapable d'exercer un contrôle sur le véritable pouvoir exécutif à Bruxelles (à savoir, non pas la commission, mais le conseil), l'hémicycle européen n'est pas un « parlement

normal ». Il serait même menacé d'un devenir « paillasson » sur lequel les capitales s'essuieraient les pieds.

D'autant que les partis, notamment en France, y envoient des élus de deuxième ou troisième catégorie, quand ils n'y recasent pas d'ex-ministres en quête de rémunération facile : Strasbourg « est parfois même, pour les partis nationaux, la poubelle des élections nationales ». Le scrutin européen de mai 2014, quelques semaines seulement après les municipales en France, ne devrait pas y déroger.

Au point, pour Sylvie Goulard, de s'interroger (sincèrement, croit-on) : « À quoi bon aller siéger encore dans ce parlement ? Il ne s'agit pas de frustration personnelle mais de respect dû aux citoyens et d'un souci de rigueur. » Puisque les eurodéputés se sont fait piétiner dans les débats sur la gestion de crise, autant, réfléchit-elle, en tirer les conséquences pour les élections de l'an prochain.

La plupart de ces critiques touchent juste. Nous nous contenterons ici de formuler deux objections. Sylvie Goulard, d'abord, se refuse à articuler sa critique des institutions (architecture bruxelloise, sociologie des élites), avec une analyse macroéconomique de la zone euro (et des méfaits, sur le terrain, de politiques d'austérité administrées sans nuances). Or, **comme l'assurent certains universitaires**, les deux sont, à Bruxelles, intimement liées : les institutions sont devenues, en partie, les vecteurs d'une certaine politique économique. Il est difficile de débattre de l'un sans remettre en cause l'autre.

Même des défenseurs du « sérieux budgétaire » peuvent reconnaître l'impasse des politiques (mal)menées, au nom de l'Europe, en Grèce ou au Portugal. La question est ouverte : dans ces pays-là, le « projet européen » n'est-il pas déjà en miettes ? L'imaginaire européen n'est-il pas d'ores et déjà exsangue, après trois années de « Troïka » ? Est-il encore temps d'un sursaut par l'UE, pour inverser la tendance ?

[[lire_aussi]]

Surtout, l'eurodéputée défend, sans surprise, la piste fédérale pour sortir de l'impasse, convaincue que l'« *indépendance nationale* » ne peut être « *immuable* » à l'heure de la mondialisation. Dans la lignée, par exemple, du « **manifeste** » **publié**, en début d'année, par Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt, ou de **son précédent livre** écrit à quatre mains avec Mario Monti. Elle écarte d'un revers de main, en quelques pages, les défenseurs de l'« *arnaque souverainiste en vogue* », de manière, nous semble-t-il, bien trop rapide pour convaincre tout à fait.

Et de mettre dans un même sac des « *membres de l'establishment* » qui se sont mis à « *jouer de la flûte anti-européenne* », tel le très populaire patron

de la Bundesbank, Jens Weidmann, ou encore « *des individus comme Emmanuel Todd ou Jean-Luc Mélenchon* », coupables d'« *attiser les plus bas instincts germanophobes* », certains médias (dont Mediapart...) prenant plaisir à les relayer « *dans la jubilation de la transgression* ».

Le débat entre « *saut fédéral* » et « *souverainisme* », pour sortir de cet entre-deux actuel qui ne fonctionne pas, sera sans doute au cœur de la campagne des européennes à venir. Il n'est pas certain que la manière expéditive dont Sylvie Goulard s'y prend, pour mener la bataille contre les souverainistes et leurs arguments, se révèle, au bout du compte, productive. La coalition de Mario Monti, aux élections italiennes de février, n'a pas rassemblé plus de 10,5 % des voix.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.